



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2606  
13 juillet 2018  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Guerre commerciale, conflits armés**

# **Le capitalisme conduit à la catastrophe**



KHALED ABDULLAH REUTERS

**Plan antipauvreté**

**... contre  
les pauvres!**

page 3

**Hôpitaux AP-HP**

**Pour plus  
de rentabilité**

page 9

**Haiti**

**Émeutes  
de la faim**

page 7

# Carton rouge pour le capitalisme

Entre matchs du Mondial et Tour de France, il paraît que l'heure est à la détente. On a pu voir Macron en bras de chemise exulter après un but de l'équipe de France, histoire de jouer les messieurs tout-le-monde. Et c'est l'occasion pour les politiciens de tout bord d'entonner le refrain de l'unité nationale. Par la grâce du ballon rond, toutes les inégalités seraient censées disparaître derrière une grande fraternité tricolore.

Les grandes compétitions sportives sont à l'image de la société capitaliste et le chauvinisme le dispute aux affaires de gros sous. Comme le Tour de France, le Mondial est une machine à faire de l'argent. Derrière les prouesses des joueurs ballon au pied, des centaines de millions sont en jeu, qui finissent dans les poches des chaînes de télévision, des grands groupes de médias, des équipementiers sportifs et autres sponsors officiels, prêts à déboursier des millions pour transformer les joueurs en panneaux publicitaires ambulants.

Tant que l'équipe de France gagne, le Mondial est une bonne affaire pour Macron, qui espère surfer sur l'enthousiasme collectif. Il a justifié le report du plan anti-pauvreté – en réalité un plan anti-pauvres – en expliquant que c'était pour mieux s'en occuper plus tard, lorsque les têtes ne seraient plus au foot ou aux vacances... des vacances dont un adulte sur deux et un enfant sur trois ne voient pas la couleur, le plus souvent faute de moyens. La progression de la pauvreté ne fait pas de pause l'été. L'explosion du prix du gaz s'ajoute à toute une politique du grand patronat qui conduit à l'effondrement du niveau de vie des plus modestes, au chômage qui n'en finit pas, aux bas salaires.

Macron a reporté le plan anti-pauvreté, mais pas son show à Versailles devant les parlementaires. Il s'y accorde une heure d'autoglorification et fait son discours sur les vertus de «l'émancipation individuelle». Mais de quelle émancipation parle-t-il? De celle des livreurs à domicile au statut d'auto-entrepreneur? Ils viennent d'entamer une grève contre l'arnaque d'une pseudo liberté les condamnant aux semaines à rallonge et aux payes minables. De celle des ouvriers de PSA Vesoul? Ils viennent de voir leur temps de travail rallongé sans que la paie suive. De celle des travailleurs de Carrefour ou de la Grande récré, de Whirpool ou de Ford, dont les emplois sont perdus ou sur la sellette?

Les spectacles sportifs ou politiques font la une de l'actualité, mais ils ne peuvent pas masquer éternellement la réalité: celle des mille difficultés du quotidien des travailleurs, tandis que la richesse se concentre toujours plus à l'autre bout de la société. D'après un classement publié la semaine dernière, les 500 plus gros capitalistes du pays ont multiplié leur fortune par deux en dix ans! 2018 est ainsi une année record pour eux, dont les fortunes culminent à 650 milliards d'euros, soit une fois et demi le budget de l'État. Combien de millions d'emplois utiles pourraient être créés avec cet argent, au moment où le gouvernement serre la ceinture aux collectivités locales, aux hôpitaux et à tout ce qui est indispensable à la population?





Luxe et engins de mort se côtoient aux premières places du classement. Les magots des Arnault, Dassault, Hermès, Mulliez et autres Pinault battent tous les records. Voilà qui en dit long sur les perspectives que cette économie offre à l'humanité!

La bourgeoisie aux commandes mène la guerre aux travailleurs et elle en encaisse tous les bénéfices. Dans leur économie à bout de souffle, les marchés saturés n'offrent pas de débouchés suffisamment rentables aux capitalistes à la recherche des profits les plus élevés. Et au lieu d'investir leurs capitaux dans la production, ceux-ci préfèrent les placer dans la spéculation, les coups de poker financiers, les rachats d'entreprises, qui représentent autant de risques d'une nouvelle crise financière. Leur système n'est pas seulement révoltant, il est irresponsable et dangereux.

À l'échelle du monde, c'est une poignée de multimilliardaires qui contrôlent l'économie et qui prospèrent, sans faire progresser d'un pouce l'ensemble de la société. Ils nous mènent au contraire à la catastrophe. L'intérêt privé des capitalistes domine l'économie: cela se traduit par le recul des conditions de vie et de travail dans les pays riches et par le maintien dans le sous-développement d'une grande majorité de la planète.

Pour rendre les coups et imposer notre droit à une existence digne, il faudra une explosion sociale qui remette en cause la domination capitaliste sur l'économie. Car la seule émancipation, la seule liberté que les travailleurs peuvent espérer, c'est celle qu'ils réussiront à imposer collectivement, contre la classe riche et les politiciens à son service.

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		<b>DANS LE MONDE</b>		<b>DANS LES ENTREPRISES</b>			
Non aux suppressions de postes dans la fonction publique	5	Grande-Bretagne: Brexit et intérêts patronaux	6	SNCF – Rennes: directions condamnées	8	Hôpital psychiatrique – Le Havre	9
Marche solidaire: à Grande-Synthe, à Calais, avec les migrants	4	Allemagne: grève à l'hôpital de Essen	6			Livreurs à vélo	9
		Haïti: émeutes de la faim	7	Enedis à Sannois	8	Plateforme chimique – Pont-de-Claix	10
La fraternité réelle des militants et des associations	4			Enedis à Magnanville	8	Renault – Sandouville	10
		État-Unis: une politique criminelle contre les migrants	7	SNF – Andrézieux	8	ISS H&P – Saint-Ouen	10
		Guerre commerciale	12	Forêt Royale – Sainte-Ménéhould	8	La Redoute – Wattrelos	11
Bavure policière de Nantes: la colère de la population	4			Hôpitaux: nouvelle AP-HP pour plus de rentabilité	9	Carrefour – Saint-Brieuc	11
						<b>LUTTE OUVRIÈRE À VOTRE RENCONTRE</b>	
						Les étapes	12

# Macron à Versailles : les attaques continuent

Lundi 9 juillet Macron a fait venir députés et sénateurs à Versailles pour leur délivrer une heure et demie d'un discours insipide, sélection des idées reçues de tous les repus, de tous les pays, à toutes les époques : « Une politique pour les entreprises, ce n'est pas une politique pour les riches », « il ne faut pas aider les gens à mieux vivre dans la pauvreté, il faut les en sortir » ou « pour partager le gâteau, il faut qu'il y ait un gâteau »...

Au milieu de ces fleurs de rhétorique, Macron a disserté, comme c'est original, sur les efforts conjoints que devaient faire actionnaires, dirigeants d'entreprise et travailleurs pour vaincre le chômage de masse.

Les actionnaires en ont été aussitôt exemptés, le président voulant surtout les remercier de risquer leurs capitaux pour permettre aux malheureux travailleurs d'avoir un emploi. Les dirigeants des cent premières entreprises vont être reçus par le président. Il leur demandera, poliment on le suppose, de

bien vouloir prendre plus d'apprentis et leur offrira des subventions pour ce faire. Les jeunes travailleurs, eux, devront en passer par là, aux conditions fixées par les patrons, sans aucune garantie d'avenir. Le président va également demander aux patrons de bien vouloir signer plus de CDI et moins de CDD. On ne voit pas pourquoi les employeurs feraient demain ce qu'ils ne font pas aujourd'hui. En revanche l'État compte réviser les conditions d'indemnisation du chômage de façon à faire pression sur les conditions

de salaire et d'emploi de tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. D'après Macron, la trop grande générosité des caisses de chômage engendrerait la précarité. Les licenciements massifs, les embauches au jour le jour d'intérimaires et de CDD par des patrons qui veulent ajuster la main-d'œuvre au moindre coût n'y seraient en revanche pour rien.

Macron a affirmé que la réforme des retraites en préparation les rendrait « plus justes ». On se doute qu'il s'agit de la même justice que celle qui a présidé à la destruction du Code du travail, à la diminution des APL, à la réforme ferroviaire, etc.

Ce discours, présenté à l'avance comme un signal de



gauche à ses soutiens, voire comme un engagement social de Macron, annonce donc de nouvelles attaques contre les travailleurs, accompagnées de remarques méprisantes ou stupides. Le président banquier a ainsi

affirmé : « Le pire est l'inégalité de destin ». Eh bien, celui des travailleurs n'est pas de subir sans cesse, ni les coups des patrons, ni les insanités dont un Macron les enveloppe.

Paul Galois

## Plan antipauvreté : contre les pauvres

L'annonce des mesures du prétendu plan antipauvreté par le gouvernement a été reportée au mois de septembre. Au-delà des justifications données, passant de la qualification de l'équipe de France de football pour les demi-finales de la Coupe du monde à la finalisation des derniers arbitrages, ce report est bien significatif.

Pour Macron et ses ministres, les pauvres peuvent bien attendre, même pour bénéficier d'un repas correct à un prix accessible dans les cantines scolaires, contrairement aux plus fortunés pour lesquels il était urgent dès le début du quinquennat de supprimer l'impôt sur la fortune.

Au-delà des plans de communication du président des riches, ce qui se prépare est bien une attaque en règle contre tous ceux qui bénéficient des aides sociales, les jeunes en intérim, les femmes élevant seules leurs

enfants, les personnes âgées aux pensions de retraite toujours plus réduites. La philosophie de Macron parlant du « pognon de dingue » qu'elles coûteraient a été traduite en terme simple par son ministre Darmanin : « Il y a trop d'aides sociales. »

En clair, le gouvernement s'apprête à faire des coupes massives dans ce qui revient aux plus pauvres dans le budget de l'État. Le tout est emballé dans des formules creuses sur le nécessaire accès universel des enfants aux crèches, des jeunes à la formation, ou sur

« l'accompagnement vers l'emploi ». Mais d'autres déclarations annoncent d'une façon à peine voilée les prochaines attaques : contre les bénéficiaires du RSA qu'il faudrait plus rapidement accompagner vers l'emploi ; par des déclarations paternalistes écœurantes sur la nécessité de responsabiliser les plus pauvres ; par des doutes exprimés par de pseudo experts grassement rétribués sur l'efficacité de la prime d'activité ou encore de l'allocation spécifique de solidarité.

Même très limitées, même si elles ne permettent évidemment pas de trouver un travail, il est proprement scandaleux de vouloir baisser ces aides qui permettent à des millions de gens de survivre.

En décidant de baisser le budget des aides sociales, le gouvernement va en restreindre les conditions d'accès, en diminuer les montants et chercher à en réduire la durée. Il a déjà commencé à le faire avec les APL, bloquant leur montant après l'avoir réduit. Mais le gouvernement prévoit dès septembre de passer à la vitesse supérieure.

En réalité, ce pseudo plan antipauvreté ressemble surtout à un plan d'économies sur le dos des plus pauvres. Il ne fait que s'ajouter à l'ensemble des attaques qui conduisent l'ensemble du monde du travail vers un appauvrissement général, mais préparent aussi les explosions sociales de demain.

Gilles Boti

## Réforme constitutionnelle : Parlement croupion et poule aux œufs d'or

L'Assemblée nationale a commencé l'examen de la réforme de la Constitution voulue par Macron. Pour l'essentiel, celle-ci entérine la volonté du président de perdre le moins de temps possible avec ce moulin à paroles qu'est le Parlement.

Les principales modifications sont la réduction de 30% du nombre de parlementaires, la limitation du droit d'amendement, l'examen accéléré du budget, ou la possibilité de ne faire discuter certaines propositions qu'en commission et non plus en séance publique.

Quant à l'introduction d'une petite dose de proportionnelle, 15% des députés, elle ne changera rien sur le fond. Le mode de scrutin est et restera établi pour qu'au bout du compte sorte des élections une majorité permettant au président, le seul qui décide vraiment, de gouverner dans l'intérêt des capitalistes.

Autant dire que les jérémiades de tous ceux qui voient dans cette réforme une atteinte intolérable aux droits du Parlement,

une « dérive monarchique », quand ce n'est pas l'éloignement des élus de leurs électeurs, sont assez dérisoires.

Les Parlements, dans tous les grands pays impérialistes, constituent seulement une chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs, à la tête de l'État, dans les ministères, au sein d'un appareil d'État inamovible, ces lieux où siègent des serviteurs du grand patronat. Les Constitutions ne servent qu'à codifier cet état de fait, dont la source se situe non dans des articles de loi, mais dans les rapports de propriété, fondements de la puissance des classes possédantes. Tant que cet État reste en place, reste en place la dictature des capitalistes.

Daniel Mescla





La marche solidaire dans les Flandres.

## Marche solidaire avec les migrants : À Grande-Synthe

**Jeudi 5 juillet, la Marche solidaire des réfugiés de la guerre et de la misère, partie le 30 avril de Vintimille à la frontière italienne, arrivait pour sa 57<sup>e</sup> étape à Grande-Synthe, près de Dunkerque.**

Elle a parcouru tout le pays, rencontrant la solidarité de ceux qui refusent la politique du gouvernement et demandent un accueil et une vie dignes pour les migrants, leur liberté de circulation et d'installation.

Plusieurs centaines de personnes se pressaient dans la mairie pour leur témoigner leur soutien. Les banderoles des marcheurs dénonçaient l'abîme entre les paroles humanistes de Macron et ses actes.

Et ce qui se passe à Grande-Synthe depuis des années en est un exemple criant. Cette commune ouvrière est proche des embarcadères pour l'Angleterre : Calais et les ports belges. Des migrants refoulés de Calais y ont cherché refuge. En 2016, la municipalité menée par Damien Carême (écologiste) avait imposé à l'État l'ouverture du camp de la Linière. En avril 2017 il brûlait partiellement et la préfecture en a profité pour le fermer. Depuis, plusieurs centaines de migrants cherchent toujours à rejoindre leur famille et leurs amis en Angleterre et ils campent sur différents terrains de la

commune dans des conditions plus que précaires.

La commune les aide, comme beaucoup d'associations, et projette d'organiser un camp ouvert où les conditions d'hygiène et de vie seraient meilleures. Mais le gouvernement refuse. Il organise périodiquement des évacuations en car des migrants vers des centres d'accueil et d'orientation (CAO) pour y demander l'asile. Les migrants, eux, veulent aller en Grande-Bretagne. Et si l'asile est refusé, c'est l'expulsion.

Alors, ils se cachent lors des interventions policières, ou ils reviennent des CAO à Grande-Synthe. Récemment, des associations anglaises qui aident depuis des années les migrants se sont vues interdites d'intervenir. Plusieurs de leurs membres ont été retenus des heures au commissariat. Voilà le dialogue que prône la préfecture au nom du gouvernement !

Les marcheurs de Calais veulent aller jusqu'à Londres pour défendre la liberté de circulation et d'installation, en opposition à la politique de tous les États, ce qui est la moindre des mesures humanitaires.

Correspondant LO



## À Calais

100 marcheurs partis de Gravelines sont arrivés aux abords de Calais, où ils sont passés par le site des dunes où sont installés de façon précaire bon nombre de migrants en attente de leur passage en Angleterre. Ils étaient nombreux à venir se mêler aux manifestants qui ont traversé la ville, formant un cortège de 3 000 personnes chaleureux et festif. Certains habitants ont ouvert les fenêtres et applaudi ;

d'autres sont descendus dans la rue. Les slogans entonnés étaient : « *De l'air ! De l'air ! Ouvrez les frontières !* », « *Ils font pousser les barbelés ; cultivons les tenailles* » ; « *1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés* ». Tout cela s'est terminé par une fête. Tous ceux qui étaient présents ont vécu un moment de fraternité et de chaleur humaine qui faisait du bien.

Correspondant LO

## La fraternité réelle des militants et des associations

Cédric Herrou et Pierre Mannoni, deux militants condamnés pour avoir aidé des migrants à franchir la frontière entre la France et l'Italie, viennent d'obtenir une victoire juridique et morale.

Le Conseil constitutionnel a affirmé le 6 juillet qu'une aide désintéressée au séjour irrégulier ne saurait être passible de poursuites, évoquant à ce sujet un « principe de fraternité ».

Ainsi le Conseil constitutionnel a refusé de faire un délit de l'aide à la circulation des migrants. Pour tous ceux qui aident

les migrants en prenant souvent beaucoup de risques, cette décision du Conseil constitutionnel est bien évidemment une satisfaction et un encouragement. En revanche, l'aide à l'entrée illicite sur le territoire continuera à être sanctionnée.

Les militants et les associations qui mettent, eux, en pratique la vraie fraternité continueront pour l'essentiel à devoir compter avant tout sur leur force, leur courage et leur détermination pour aider les migrants.

Michel Rocco

## Bavure policière de Nantes : la colère de la population

**Mardi 3 juillet, dans le quartier populaire du Breil à Nantes, un CRS a tué un jeune conducteur d'une balle dans le cou. En réaction, la colère de jeunes s'est exprimée par des jets de cocktails Molotov, l'incendie de voitures, de locaux et de commerces, et s'est étendue à d'autres cités de la ville comme les Dervallières, la Bottière ou Malakoff dans les cinq nuits suivantes.**

De nombreux habitants, tout en déplorant les destructions, comprennent cette exaspération. Ils sont choqués par la mort d'Aboubakar Fofana. Recherché pour vol, celui-ci aurait peut-être cherché à se dérober au contrôle mais, d'après les témoins, n'aurait

aucunement menacé qui que ce soit.

Pourtant, nombre d'interventions dans les médias ont justifié l'attitude des CRS. Le député LR Ciotti s'est même félicité d'avoir proposé une loi qui permettrait aux policiers de tirer plus facilement. Quant au

Premier ministre, de passage à Nantes, il a condamné avant tout « les violences » (celles des émeutiers, pas celle, mortelle, du CRS) et apporté son « soutien le plus ferme aux forces de l'ordre ». Pour protester contre l'attitude de la police et des autorités, pour réclamer « Justice pour Abou », une marche blanche a rassemblé jeudi 5 juillet près de 1 200 personnes au Breil. Depuis, la version du policier, qui parlait initialement de légitime défense, a changé. Il a déclaré qu'il s'agissait d'un accident au cours de l'empoignade. Il a été inculpé

pour coups et blessures sans intention de donner la mort et laissé libre, sous contrôle judiciaire. Des habitants du Breil restent sceptiques quant à la thèse de l'empoignade et de l'accident, la famille s'est portée partie civile.

Non seulement cette société condamne des quartiers entiers au chômage, à la pauvreté et à la délinquance, mais l'attitude de la police y exacerbe les tensions. Les policiers sont rarement envoyés dans les cités populaires pour régler les problèmes des habitants. Ils ne les connaissent pas et

souvent cherchent à s'imposer par les brimades et la violence. L'histoire de Théo, jeune de la banlieue parisienne qui avait eu l'anus déchiré par la matraque d'un policier l'année dernière, l'avait tristement illustré.

Les déclarations de policiers proposant par démagogie d'assouplir l'usage d'armes par la police se sont multipliées et, depuis 2017, la loi le permet après sommations ou en cas de fuite. Sans surprise, ce recours aux tirs par arme à feu a augmenté (+54 % en 2017) jusqu'à tuer !

Correspondant LO

## Fonction publique : non aux suppressions de postes !

Le gouvernement Macron envisagerait de supprimer 20 000 postes au ministère des Finances.

Les chiffres annoncés varient mais sont massifs et scandaleux par les conséquences qu'ils entraînent dans la vie des travailleurs et dans la désorganisation des services publics.

Les responsables invoquent le développement du tout-numérique, la suppression de la taxe d'habitation et le prélèvement de l'impôt à la source, qui permettraient dès 2019 de

supprimer 4 000 postes d'agents publics au ministère des Finances. Mais la vraie raison est de faire des économies sur le dos des salariés et des usagers.

Pour atteindre de tels objectifs, les départs en retraite ne suffiront vraisemblablement pas. Combien de travailleurs risquent de se retrouver devant des propositions qui ne leur conviennent pas et des choix difficiles à faire : mutation dans un autre service, dans un autre secteur, obligation de déménager ? Alors que

l'informatique devrait améliorer les conditions de travail, ce ne sera pas le cas, faute d'effectif suffisant pour traiter les dossiers.

Pour les usagers, la vie se compliquera un peu plus : les files d'attente dans les services administratifs, le temps perdu au téléphone, risquent de s'allonger.

Mettre les finances publiques au service exclusif du patronat et des plus riches, tel est l'objectif de Macron et de son gouvernement.

Anne Poucta

## Budget militaire : des milliards aux généraux et aux marchands d'armes

Macron devait promulguer à la veille du 14 juillet la loi de programmation militaire qui fixe le budget de la Défense jusqu'en 2025. Après le cirque de la démission du chef d'état-major l'été dernier pour protester contre un budget prétendument trop serré, l'armée est bien servie. La ministre de la Défense vante un budget cette année finalement plus large que prévu, promet encore une hausse l'année

prochaine et surtout annonce qu'il augmentera nettement d'ici 2025, passant de 34 à 50 milliards d'euros par an.

Le gouvernement invoque la nécessité d'améliorer les conditions de logement des soldats et de leurs familles. Mais l'augmentation du budget est aussi justifiée par la préparation de la guerre spatiale qui verrait s'affronter les grandes puissances en

orbite, les unes attaquant les satellites des autres pour espionner ou détruire leurs moyens de communication et de guidage tels que le GPS.

Cette perspective peut enchâter les généraux qui se voient peut-être déjà le sabre laser à la main, mais elle ravit surtout les industriels de l'armement auxquels elle promet des contrats astronomiques.

Nicolas Carl

## Macron au Nigeria : oppression et mépris

En visite officielle au Nigeria, Macron a défendu les intérêts de l'impérialisme français avec l'arrogance qui le caractérise.

Le Nigeria, territoire dominé par l'impérialisme anglo-américain, a de quoi aiguïser les appétits des concurrents français : en plus du pétrole, c'est le pays de loin le plus peuplé d'Afrique. Les capitalistes, et Macron avec, sont attirés par le marché que représentent les quelque 40 millions de personnes qui ont un pouvoir d'achat significatif. Une proche de Macron en salivait d'avance : « La ville de Lagos c'est plus de richesses que la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal réunis. » Macron avait donc pour tâche d'aider les capitalistes français à grignoter des parts de ce marché, ce que les commentateurs appellent « tisser des liens avec l'Afrique anglophone ».

Sur le plan militaire, Macron a obtenu le renforcement des liens entre l'armée nigériane et l'armée française pour combattre les terroristes de Boko Haram, basés au Nigeria mais intervenant aussi dans des pays tels que le Tchad, chasse

gardée française. Accroître la présence militaire est aussi un moyen de peser sur les choix politiques et économiques du Nigeria. Dans ces conditions, Macron a fermé les yeux sur la répression du régime, comme en 2016 lorsque l'armée nigériane a abattu 60 manifestants dans le sud-est du pays.

Macron aurait pu s'en tenir là, car c'est ce que la bourgeoisie attend de lui. Mais il n'a pu s'empêcher d'exprimer à l'égard des Africains le même mépris qu'il témoigne aux travailleurs, ici en France, déclarant : « Quand vous êtes un pays pauvre où vous laissez la démographie galopante, vous avez sept ou huit enfants par femme, vous ne sortez jamais de la pauvreté. » L'impérialisme français qu'il représente, en pillant depuis plus d'un siècle une grande partie de l'Afrique, est le premier responsable de cette pauvreté. C'est ce pillage dont Macron tente aujourd'hui d'écrire une nouvelle page.

Stephane Fort

## Sil rouge

### Sermon au jus de pomme

Les sénateurs et députés du PCF se sont livrés à une pantomime historique à l'occasion du discours de Macron au Congrès.

En 1789, le roi avait déjà réuni les élus à Versailles. Une partie des députés en avaient profité pour se déclarer Assemblée constituante, contestant de fait le régime monarchique.

Cet épisode, connu sous le nom de Serment du Jeu de Paume, devint le premier acte de la révolution de 1789 parce que, à sa suite, les classes populaires ont pris la Bastille, puis la rue, Versailles, les Tuileries, Paris et l'Assemblée nationale... La révolution ne se borna pas à abattre l'ordre politique, elle transforma totalement l'ordre social.

Lundi 9 juillet 2018, en guise « d'immense bataille », le leader du PCF, parlant devant la salle du Jeu de Paume, a proposé de faire signer des pétitions exigeant que la réforme constitutionnelle de Macron soit soumise à référendum.

Autant annoncer au pied de l'Everest qu'on va escalader une taupinière.

### Fraude à la source

Le nouveau dirigeant du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, continue à dénoncer les modalités du prélèvement de l'impôt à la source prévu pour 2019, sous prétexte du travail que demanderait la collecte des impôts par les entreprises.

Les patrons estiment à plus d'un milliard la dépense occasionnée par ce surcroît de travail, alors que le gouvernement parle de 300 à 400 millions d'euros. Certains patrons expriment aussi la crainte que face à la baisse de leurs salaires, les travailleurs se retournent directement contre eux !

Mais, encore une fois, le gouvernement n'est pas resté sourd à leurs geignements. Il a prévu un allègement des sanctions pour les collecteurs en cas de « défaillance déclarative », l'amende minimale passant de 500 à 250 euros. C'est bien connu, les patrons ne fraudent jamais, ils sont en défaillance déclarative !

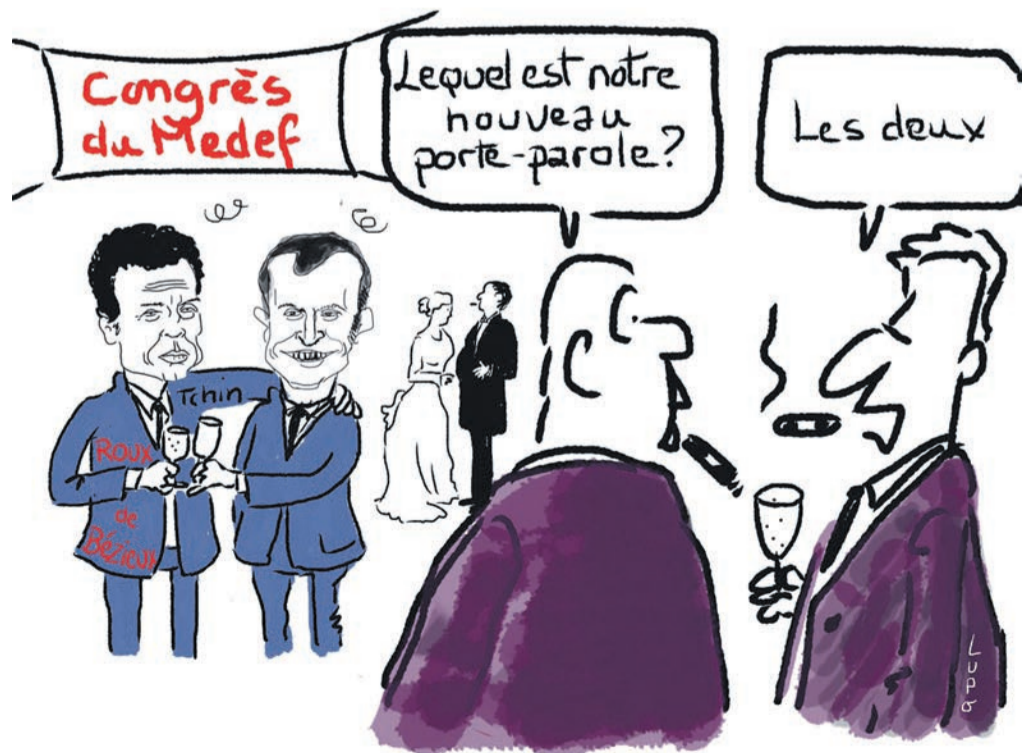
### Rosé frais et frais du rosé

Le quotidien *Le Parisien* a révélé qu'alertés d'un trafic de vin, les services de l'État en sont venus à la conclusion que 10 millions de bouteilles et cubis

de rosé ont été vendus en trompant les consommateurs. Presque un quart des négociants, distributeurs et restaurateurs français ont ainsi acheté du vin en vrac à l'Espagne, ont modifié l'étiquetage pour le faire passer pour

du vin produit en France, réputé meilleur et surtout vendu bien plus cher.

Dans cette affaire, l'État a mis trois ans pour réagir. Les profits des pinardiers, c'est une tradition française qui se respecte !



## Grande-Bretagne : **Brexit et intérêts patronaux**

Deux ans après le résultat du référendum sur le Brexit et suite à la décision de Theresa May de maintenir des liens étroits avec l'Union européenne, trois ministres du gouvernement britannique ont annoncé leur démission, dont Boris Johnson, politicien de droite réactionnaire et chaud partisan d'un Brexit dur.

**Pour décrire ce que sont les intérêts des travailleurs dans ce contexte politique empoisonné de chauvinisme et dénoncer les manœuvres politiciennes et patronales contre la classe ouvrière, nous reproduisons des extraits de l'éditorial des bulletins d'entreprise de nos camarades britanniques de Workers' Fight.**

Les rats sont-ils en train de quitter le navire de Theresa May? C'est ce qu'on peut se demander après la démission des trois ministres les plus farouchement en faveur d'un Brexit dur.

Mais quelles sont leurs raisons? Ils n'auraient pas apprécié la « position commune » adoptée par le gouvernement le 6 juillet dernier sur un Brexit doux? C'est difficile à croire, étant donné qu'il n'y a en réalité pas grande surprise dans cette position gouvernementale qui n'est que l'affirmation de la ligne toujours défendue par May. Plus vraisemblablement, leur

posture en faveur d'un Brexit dur ne serait-elle pas surtout à visée électorale, sans avoir jamais été pour eux une réelle éventualité? Et peut-être que, les choses devenant sérieuses, ils ont senti qu'il était grand temps de quitter le navire avant d'avoir à assumer l'inévitable discrédit qui frapperait Theresa May, une fois les réelles conséquences du Brexit claires pour tous?

### **Les pressions du grand patronat**

(...) Depuis le référendum, les poids lourds financiers de la City ont laissé les politiciens jouer et prendre

des postures. Mais désormais, c'est assez. À un an de la date limite du Brexit, ils veulent que leurs hommes de confiance au gouvernement redeviennent sérieux et prennent soin de leurs intérêts.

Ainsi, après une longue série d'interventions vigoureuses de représentants des grandes compagnies financières, ça a été au tour de ceux de l'industrie automobile. Les uns après les autres, tous les grands producteurs automobiles ont mis en garde May sur les conséquences qu'aurait un mauvais accord avec l'UE, menaçant implicitement ou explicitement de supprimer des milliers d'emplois. Après tout, 40% des véhicules de tourisme produits en Grande-Bretagne sont exportés vers l'UE et les deux tiers des composants nécessaires à leur production sont importés de l'UE.

(...) Les grands groupes d'ingénierie et d'électronique, comme Airbus, Siemens, BAE, Rolls-Royce et Philips, se sont joints à ce mouvement avec des mises en garde similaires. D'autres,

comme Tata Steel, ont constitué des alliances avec leurs rivaux du continent, menaçant là aussi de suppressions d'emplois supplémentaires.

### **Faire face à nos ennemis de classe**

Pour la classe ouvrière, le dilemme du Brexit a toujours été une arnaque, un non-choix, les deux bouts d'un même bâton capitaliste.

Le camp de ceux qui prônaient le maintien dans l'UE présentait cela comme la garantie de notre prospérité. En réalité, l'UE a toujours été un dispositif pour les classes capitalistes les plus riches d'Europe afin de tenter de concurrencer leurs rivaux américains. De leur côté, les défenseurs du Brexit racontaient des fables sur le futur essor économique, rappelant le prétendu bon vieux temps où le capitalisme britannique dominait le monde. Et, des deux côtés, étaient et sont toujours agités les mêmes préjugés xénophobes et nationalistes, prétendant que nous, les travailleurs « britanniques », aurions les mêmes

intérêts que nos exploiters britanniques et que, en quelque sorte, nous devrions nous protéger de nos sœurs et nos frères de classe de l'UE, qui ont travaillé avec nous et ont été exploités par le même patronat depuis si longtemps.

Non! Nous n'avons pas les mêmes intérêts que nos exploiters, par contre nous avons les mêmes intérêts que nos sœurs et nos frères de classe, quelles que soient leurs nationalités.

(...) Pour nous, travailleurs, cela signifie que nous avons face à nous la perspective de nouvelles attaques contre nos emplois, nos salaires et nos conditions de travail, exactement comme après la crise bancaire, il y a dix ans. Mais pourquoi devrions-nous payer la note, une fois de plus, à cause de cette folie de Brexit? Si nous le décidons, en nous appuyant sur notre force collective, en unissant nos rangs quelles que soient nos nationalités, nous aurions les moyens de stopper ces futures attaques patronales. C'est notre seule voie!

*Workers' Fight*

## Allemagne : **grève à l'hôpital!**

Dans deux gros CHU de la région de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à Düsseldorf et Essen, après plusieurs journées de débrayages, les travailleurs ont décidé de passer à la vitesse supérieure. Ceux de Düsseldorf se sont lancés dans la grève reconductible, ceux d'Essen ont fait trois jours de grève la semaine dernière et se sont mis en grève le lundi 9 juillet pour au moins toute la semaine. Ils sont plusieurs centaines de grévistes.

Le ras-le-bol est général. Depuis des années, les gouvernements font des économies drastiques: beaucoup d'emplois ont été détruits, le travail repose sur de moins en moins de personnel.

Les aides-soignantes et infirmières réclament des embauches, avec un nombre minimal de soignants par équipe. La charge de travail est en effet difficilement supportable. Selon les services, un infirmier doit s'occuper seul de quinze à trente patients par jour, plus de quarante la nuit. Comment alors s'occuper correctement des patients?

Les autres catégories de travailleurs ne sont pas

mieux loties, et ouvrières du nettoyage, brancardiers, aides-cuisiniers ou agents de sécurité font grève également. Certains ont été externalisés et touchent des salaires bien inférieurs à ceux du CHU, souvent le salaire minimum. Les femmes de ménage doivent nettoyer des surfaces toujours plus grandes, mais restent en temps partiel imposé. Celles qui ont été filialisées ou externalisées, en plus de devoir travailler plus, voient leurs petits salaires baisser encore!

Les grévistes ont déjà fait plusieurs assemblées générales pour apprendre à se connaître entre catégories,



découvrir les problèmes des autres, décider de leur mouvement, des revendications et des actions à venir. Déjà tout le monde se sent beaucoup plus léger, après tant d'années à subir son sort chacun dans son coin.

Les opérations non urgentes et certaines consultations sont repoussées. Les directions des CHU ont fait

paraître de grands articles et encarts dans la presse, pour expliquer que cette grève, malgré les assignations d'office, conduirait à des restrictions de personnel telles qu'elle mettrait en danger la vie de patients. Ces calomnies ont fait éclater la colère. Pour lui répondre que ce n'est pas la grève, mais bien sa politique, qui

met en jeu la santé et parfois la vie de patients, le même jour les grévistes sont allés au centre-ville faire signer une pétition. En trois quarts d'heure, 1 300 passants avaient signé une déclaration de solidarité avec le personnel en grève. Les grévistes ont bien l'intention de ne pas en rester là.

*Alice Morgen*

## Haïti : émeutes de la faim

**Vendredi 6 juillet après-midi, suite à la décision du gouvernement d'augmenter les prix des produits pétroliers, les habitants des quartiers ont envahi les rues de Port-au-Prince et de certaines villes de province.**

Le gouvernement de Jovenel Moïse préparait cette augmentation des prix du carburant depuis plusieurs mois et avait déjà avancé ses raisons : une prétendue lutte contre la contrebande d'essence avec Saint-Domingue du fait d'un prix plus bas en Haïti et la baisse des subventions sur le prix du carburant que le FMI accorde au gouvernement haïtien. De toute façon, l'Association des industriels haïtiens (ADIH) avait déjà accordé son soutien et pressait le gouvernement de mettre en application ces augmentations.

En les annonçant au moment du match Brésil contre Belgique, Jovenel Moïse pensait noyer ces augmentations dans l'euphorie du football. La tactique n'a pas marché et la colère de la population a explosé ce vendredi 6 juillet. Cette augmentation des prix pour une population qui crie famine était celle de trop.

Ce fut une explosion, d'autant que les gérants de stations-service de la capitale ont cessé toute livraison de produits pétroliers, en attendant, disaient-ils, le recalibrage des machines, mais en réalité pour pouvoir vendre sur la base des nouveaux prix. Les manifestants en colère ont saccagé ces stations.

Des groupes venus des

quartiers populaires ont bloqué les rues avec des pneus enflammés et tout objet pouvant servir à faire des barricades, la ville de Port-au-Prince a été bloquée. Partie de la capitale, cette explosion a embrasé les villes de province : dans le nord au Cap, dans le plateau central à Hinche ou dans le sud aux Cayes.

Les syndicats des chauffeurs de transport en commun avaient annoncé un mouvement pour s'opposer à l'augmentation des prix, mais ils ont été soutenus, dépassés par les jeunes des quartiers soutenus par la population en colère.

En effet le gouvernement a augmenté de 30 % l'essence, de 47 % le diesel et de plus de 51 % le prix du pétrole lampant. Appelé « gaz blanc », c'est lui qui est utilisé pour les lampes à pétrole. Il n'y a pas d'électricité et, si les riches peuvent se payer des génératrices, dans les quartiers pauvres il n'y a que ces lampes. Avec cette augmentation, le prix d'un gallon (4,5 litres) de pétrole est équivalent à celui d'une journée de travail dans une entreprise du textile.

Avec l'augmentation des prix des denrées de première nécessité, la population pauvre, les travailleurs sont pris à la gorge et même



Barricade dans une rue de Port-au-Prince le 7 juillet.

ceux qui ont un travail ne peuvent joindre les deux bouts. Parmi les slogans des manifestants il y avait : « *Jovenel augmente l'essence et pas nos salaires !* », « *À bas la bourgeoisie !* »

D'ailleurs, à Port-au-Prince les manifestants ont pris d'abord pour cibles des sites représentant les nantis : des banques, des hôtels de prestige ont été attaqués. Les véhicules ont été incendiés dans les parkings. Les supermarchés ont été pris d'assaut et dévalisés pour récupérer les denrées nécessaires.

La police a peu réagi, faute de moyens, ont dit certains chefs. Mais d'autres policiers de base ont été des soutiens passifs par leur absence de réaction. L'augmentation du coût de la vie touche aussi leur famille.

Alors que le ministre de l'Industrie avait annoncé

la hausse des prix le vendredi, devant l'ampleur de la réaction de la population pauvre, le Premier ministre a été contraint d'annoncer samedi matin que la mesure d'augmentation des tarifs était suspendue jusqu'à nouvel ordre. Cela n'a pas arrêté la colère des habitants mobilisés, qui ont continué à ériger des barricades et à maintenir le blocage de la capitale et des communes environnantes comme Pétionville. Les slogans ont appelé à la démission de Jovenel Moïse et à l'augmentation du salaire minimum journalier.

Dimanche matin, Jovenel Moïse est venu pleurnicher sur les ondes, s'étonnant que la population ne veuille plus de lui malgré tout ce qu'il a fait pour elle. Mais les pauvres, les travailleurs, les marchandes de rue ne sont

pas dupes : Jovenel Moïse a beaucoup donné aux riches, aux banquiers, aux patrons du tourisme, aux grands propriétaires terriens, aux patrons d'entreprises et aux grandes familles bourgeoises qui dirigent le pays. Rien n'a été donné aux pauvres ou aux travailleurs.

Les partis politiques opposés à Jovenel courent après le mouvement, proposant des réunions, des mots d'ordre. Ils cherchent à reprendre en main le mouvement pour l'utiliser dans leurs intérêts de politiciens. Pour le moment les émeutiers s'en passent ; espérons qu'ils trouveront les ressources pour garder le contrôle de leur mouvement, pour défendre leurs propres intérêts, celui de la population pauvre et des travailleurs.

**Julio Cenillier**

## États-Unis : une politique criminelle contre les migrants

**Après avoir séparé les enfants migrants de leurs parents, Trump a été obligé de reculer face au scandale. Mais l'opération de réunification des familles s'annonce plus compliquée que prévu...**

Depuis 1997, la justice n'autorise pas la mise en détention d'enfants d'immigrants en situation irrégulière au-delà de vingt jours. Trump ayant systématiquement incarcéré, dans l'attente d'un procès, les immigrants arrêtés à la frontière, il n'a rien trouvé de mieux que de séparer les enfants de leur famille et de les placer dans des centres de rétention ou

des familles d'accueil. Tout cela pour plaire à son électeur le plus réactionnaire.

Le scandale a éclaté il y a quelques mois, quand les autorités fédérales ont admis avoir perdu la trace de 1 475 enfants. Devant l'ampleur du scandale, Trump a décidé le 20 juin dernier de renoncer à cette pratique. Il a alors demandé à la justice de revenir sur l'interdiction

de 1997, pour permettre d'incarcérer les enfants avec les parents. La justice vient de refuser et Trump a été sommé de réunir les familles séparées.

Plus de 2 300 enfants ont été séparés de leurs parents, et dispersés dans des centres d'accueil situés aux quatre coins du pays. Certains parents ont été expulsés, d'autres ont été libérés dans l'attente d'une audience, d'autres sont encore enfermés. Cette situation ubuesque et révoltante est encore aggravée par le fait que la police aux frontières aurait

détruit les numéros d'identification attribués aux familles après leur arrestation. Du coup, l'administration se trouve dans l'impossibilité de retrouver les membres d'une même famille, et le secrétaire à la Santé a été obligé d'admettre le recours à des tests ADN. Mais les services concernés sont débordés par le nombre de demandes et la possibilité que ces tests servent à un fichage inquiète les migrants.

Bien sûr, la reculade de Trump est une bonne chose, mais elle ne met absolument pas fin à la politique

de « tolérance zéro », menée maintenant depuis des années, aussi bien par des gouvernements républicains que démocrates. Les familles réunies pourront en effet être expulsées, renvoyées vers des pays dont elles ont fui la misère et la violence, parfois au péril de leur vie. Trump hérisse les frontières de murs et de barbelés. À l'instar de ses collègues européens, il multiplie les mesures inhumaines et démagogiques pour tenter de refouler les victimes de leur système.

**Camille Pagliari**

## SNCF – Rennes : directions condamnées !



Le passage à niveau de Saint-Médard sera supprimé... en 2020.

La SNCF Réseau et la SNCF Mobilités viennent d'être reconnues coupables pour leurs responsabilités lors d'une collision entre un TER et un camion survenue en octobre 2011 au passage à niveau de Saint-Médard-sur-Ille en Ille-et-Vilaine. Cet accident avait fait trois morts et 47 blessés, dont plusieurs graves. La SNCF a été condamnée à 600 000 euros d'amende.

Ce n'est pas cher payé pour un drame survenu à un passage à niveau où un accident similaire avait eu lieu en 2007, faisant déjà de nombreux blessés, sans que la SNCF ne réagisse. C'est d'ailleurs ce qu'a dénoncé le tribunal de Rennes.

Pourtant, suite à l'accident de 2007, des mesures avaient été recommandées en 2009 dans un rapport du Bureau d'enquêtes (BEATT). Mais ce rapport ne contraignait en rien la SNCF à appliquer les mesures préconisées ! À l'époque d'autres enquêtes, dont

celles menées par des militants du comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement Traction de Rennes préconisaient la suppression du passage à niveau très dangereux et certaines mesures d'urgence en attendant sa suppression : ralentissement de la vitesse des trains, mise en place d'un système de prévenance pour arrêter les trains en cas d'obstacle sur le passage à niveau... Toutes ces mesures avaient été balayées d'un revers de main par la direction de la SNCF.

Les conducteurs de train

qui circulaient sur cette ligne connaissaient le danger, le nombre important de camions qui franchissaient cette route, le peu de visibilité à l'approche du passage à niveau où on pouvait arriver avec un train lancé à 140 km/h.

Pendant les années qui ont suivi l'accident, beaucoup de conducteurs ralentissaient volontairement la vitesse du train à 60 km/h avant le passage à niveau malgré la pression d'une partie de l'encadrement contre ces conducteurs. Par contre, les victimes, le comité de défense des victimes, la municipalité de Saint-Médard et les cheminots qui travaillent sur cette ligne allaient tous dans ce sens.

Alors, ce jugement donne raison à tous ceux qui réclament depuis des années la suppression de ce passage à niveau dangereux !

Correspondant LO

## Forêt Royale – Sainte-Ménehould : exploitation sans limite

À Sainte-Ménehould dans la Marne, Forêt Royale est une entreprise spécialisée dans le commerce du bois, installée depuis trois ans en forêt d'Argonne.

Une vingtaine de salariés, pour la plupart d'origine roumaine, y sont exploités par un patron qui s'assied allègrement sur leurs droits, ce qui lui vaut d'être actuellement assigné en justice : déclaration d'un nombre d'heures inférieur à celui réellement effectué, des CDD qui en réalité occupent des emplois durables... jusque-là, rien que de très habituel dans la jungle capitaliste.

Mais des inspecteurs du travail ont également découvert qu'une partie des travailleurs vivaient même

dans l'usine comme ils le déclarent dans la presse locale, dans « des locaux à usage industriel, trop exigus, alimentés en eau

impropre à la consommation, comportant un nombre insuffisant de toilettes et de salles de bain en état de fonctionnement par ailleurs non chauffées », le tout sans système d'évacuation des poussières de bois.

Correspondant LO



## Enedis : à Sannois, agence occupée

La grande majorité des techniciens chargés de l'entretien du réseau Acheminement d'électricité Enedis sont en grève à Sannois, comme dans les deux autres agences du Val-d'Oise. Ils occupent leur agence avec le soutien de travailleurs et de militants des environs.

En plus des revendications nationales, ils protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail. Depuis des années les effectifs se réduisent, la charge de travail augmente et avec elle les pressions. Dans les agences, il n'est pas rare que l'encadrement fasse pression pour ne pas déclarer les accidents de travail. Les techniciens verbalisés à cause d'un stationnement irrégulier lors d'une

intervention doivent payer leur amende, ceux qui ont eu un accident ne sont plus éligibles pour des augmentations individuelles, de toute façon de plus en plus rares pour tous. Les réductions de personnel menacent aussi la sécurité sur certaines interventions alors que, sous prétexte d'économies, les directions imposent d'utiliser des outils qui auparavant auraient été réformés.

Les grévistes exigent des embauches et des augmentations. Pour l'instant, la direction ne veut rien entendre et suit visiblement des consignes nationales. Mais à force de multiplier les faux contacts... les courts-circuits pourraient bien lui exploser à la figure.

Correspondant LO

## à Magnanville, de l'électricité dans le gaz

Depuis jeudi 7 juin, les électriciens et les gaziers du centre Enedis-GRDF de Magnanville dans les Yvelines se sont mobilisés et ont organisé des grèves tournantes par roulement de deux heures avec une présence permanente de grévistes devant l'entrée du poste.

Les travailleurs de Magnanville refusent les tentatives de séparation physique des 50 électriciens d'Enedis (ex-ERDF) dépendant d'EDF et de la dizaine de gaziers de GRDF, aujourd'hui privatisé et propriété du groupe Engie. Les travailleurs ont toujours travaillé ensemble et sur le même site. Ils se connaissent, sont solidaires les uns des autres, ils refusent d'être séparés. Et quand ils ont appris, comme

l'ensemble des autres sites, qu'il n'y aurait pas d'augmentation générale des salaires et qu'en plus, les heures d'astreinte qui équivalent à des temps de disponibilité permanente et d'intervention, payées en supplément, pourraient être confiées au privé sous forme « d'expérimentations », ça a été l'étincelle.

Quotidiennement, un huissier est venu relever des noms de grévistes et 25 d'entre eux ont reçu une assignation. Comme dans d'autres centres, la grève est pour l'instant suspendue.

Être privatisé et subir une perte nette importante sur le salaire, pas acceptable ! La suite en septembre...

Correspondant LO

## SNF – Andrézieux : la justice du côté des patrons

Les travailleurs de SNF, à Andrézieux-Bouthéon, dans la Loire, ont fait plus d'une semaine de grève pour des augmentations de salaire, à partir du lundi 18 juin. Environ 300 grévistes, soit près de la moitié des ouvriers, se sont relayés devant l'entreprise, organisant un barrage filtrant.

La direction a tout tenté pour casser cette grève : intimidations, huissiers, organisation d'une contre-manifestation de « non-grévistes », en fait surtout des cadres qui ont enfilé un bleu pour la première fois de leur vie, etc. Elle a aussi porté plainte devant les tribunaux pour faire lever le

barrage filtrant. Vendredi 22 juin, le tribunal a donné raison aux grévistes. Mais, surprise, mardi 26 juin, le même tribunal s'est dédit et a ordonné la levée du piquet. Les patrons sont visiblement intervenus auprès de la préfecture et de la justice.

Cette décision a, de fait, mis fin à la grève sans que les grévistes aient eu satisfaction. Restent les leçons qu'ils ont pu tirer de cette lutte, en particulier les complicités entre appareil d'État et patrons. Sans oublier la fierté d'avoir, pour la première fois, relevé la tête et tenu tête à des patrons de combat.

Correspondant LO



## Hôpitaux: nouvelle AP-HP pour plus de rentabilité

**Le directeur de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris, Martin Hirsch, a récemment envoyé au personnel un document expliquant le projet d'une réorganisation de l'AP-HP. Il camoufle de nouvelles attaques contre le personnel hospitalier.**

En véritable manager, Hirsch affirme: « L'AP-HP doit afficher une triple ambition, en matière de proximité, où nous devons assurer le soin pour tous et de tous les jours; en matière d'enseignement, où nous devons nous positionner dans une compétition européenne; en matière de recherche, où nous devons poursuivre et amplifier notre présence à l'échelle mondiale. » On y retrouve la politique d'économies du gouvernement dans le secteur public.

Pour atteindre cet objectif, Hirsch propose de modifier le statut de l'AP-HP pour faciliter la décentralisation, l'autonomisation des groupements d'établissements et la création de partenariats locaux public-privé pour certains services ou certaines activités. Ainsi les établissements auront la liberté de recruter... à leurs conditions. Parallèlement, il privilégie, comme c'est déjà le cas, la création de très gros hôpitaux, les GHT (groupements hospitaliers

de territoire), dotés de plateaux techniques de pointe et de centres de recherche rivalisant à l'échelle européenne et mondiale.

Derrière cette image d'une médecine de pointe aux services les meilleurs, les conditions de travail du personnel soignant sont en régression complète. Dans les services, les attaques directes sont quotidiennes: manque de matériel basique comme le thermomètre, l'appareil de prise de tension, de glycémie ou les pompes volumétriques, augmentation de la gestion en flux tendu des médicaments. Les pressions sur le rythme de travail sont permanentes, d'autant plus que le nombre

de jours de RTT a été réduit. Les heures supplémentaires non payées ou non récupérées augmentent, il faut de plus en plus souvent se remplacer les uns les autres, les week-ends, la nuit ou le jour. Il est devenu habituel d'apprendre qu'il faut aller dans un autre service à la prise de poste. Le sentiment de faire mal son travail et de ne jamais s'en sortir prédomine dans tous les corps de métier. Les étudiants sont de plus en plus mal encadrés et les jeunes diplômés doivent souvent se débrouiller seuls sans pouvoir s'appuyer sur un collègue expérimenté.

Il est question de fermer davantage de lits, en

tablant sur le développement de l'ambulatoire, et de diminuer encore les effectifs. Parallèlement, le projet prévoit de développer le partenariat ville-hôpital, en laissant le patient se débrouiller avec les médecins traitants, pourtant de moins en moins nombreux. Le tout-numérique permettant de supprimer du personnel est à l'honneur.

Un ancien chef de service de la Pitié-Salpêtrière à Paris a comparé son service à une start-up, à la grande honte des salariés hospitaliers du service. C'est un choix que des travailleurs des hôpitaux ont justement commencé à contester.

**Correspondant LO**

## Hôpital psychiatrique - Le Havre: Buzyn prend les "perchés" de haut

**Lundi 9 juillet, une manifestation d'environ 400 personnes est partie en cortège de l'hôpital psychiatrique Pierre-Janet du Havre pour rejoindre la mairie où un conseil municipal avait lieu, barricadé derrière des barrières et des policiers. Si les manifestants n'ont pas été reçus, ils ont fait entendre leurs revendications.**

Depuis le 16 juin, les salariés de l'hôpital multiplient les actions pour dénoncer les conditions indignes dans lesquelles ils travaillent et accueillent leurs patients. Dans cet hôpital, où 190 patients sont pris en charge à plein temps, les Urgences sont débordées, les malades entassés dans les chambres sur des matelas par terre, jusque dans des bureaux ou dans la salle télé, et le personnel est épuisé par la surcharge de travail. Les salariés revendiquent l'embauche des contractuels, de psychiatres, 50 postes supplémentaires, l'arrêt de la polyvalence qui empêche

un suivi correct des patients, et l'ouverture d'une nouvelle unité de soins: des locaux refaits à neuf et vides sont déjà prêts à l'accueillir!

Comme la directrice de l'Agence régionale de la santé (ARS) refuse de se déplacer pour discuter de leurs revendications, sept salariés se sont installés sur le toit terrasse de l'hôpital depuis le 26 juin. Les « perchés », comme ils se nomment, sont soutenus par les autres salariés de l'hôpital qui organisent des actions. Et les marques de soutien s'affichent aussi aux fenêtres du quartier et sur les vitrines de commerçants, et



PASCAL COLE

provenant d'autres salariés. Tous voient que le manque de personnel et de moyens, ce sont aussi des problèmes qu'ils rencontrent dans les entreprises.

Jeudi 5 juillet, une cinquantaine de salariés sont allés interpeller la ministre Agnès Buzyn en visite à Caen. Celle-ci a fait un détour pour ne pas

les entendre et elle a eu le front de dire à des journalistes qu'elle refusait de rencontrer des salariés ne s'inscrivant pas « dans une démarche de concertation »! Vendredi 6, Martin Trelcat, le directeur général du groupe hospitalier du Havre concédait quelques mesures: l'ouverture d'un service de nuit

(déjà décidée en 2016 mais jamais mise en œuvre), deux postes de plus aux Urgences et, de façon provisoire, un service dans un autre hôpital.

Mais le bras de fer n'est pas terminé: les perchés et le reste du personnel, sûrs de leur bon droit, ne comptent pas en rester là.

**Correspondant LO**

## Livreurs à vélo: grève pour un salaire minimum

Dans les grandes villes de France, le CLAP (Collectif des livreurs autonomes parisiens) a appelé à la grève, durant la dernière semaine du Mondial. Ces travailleurs qui livrent à vélo les repas à domicile dénoncent leurs conditions de travail et exigent que les plateformes numériques qui exploitent les livreurs (Deliveroo, Uber Eats, Foodora...) garantissent une rémunération minimum de l'heure, et non évaluée à la course ou au trajet, ainsi que la prise en compte de la pénibilité (pluie, week-end, nuit).

Ces travailleurs ont des

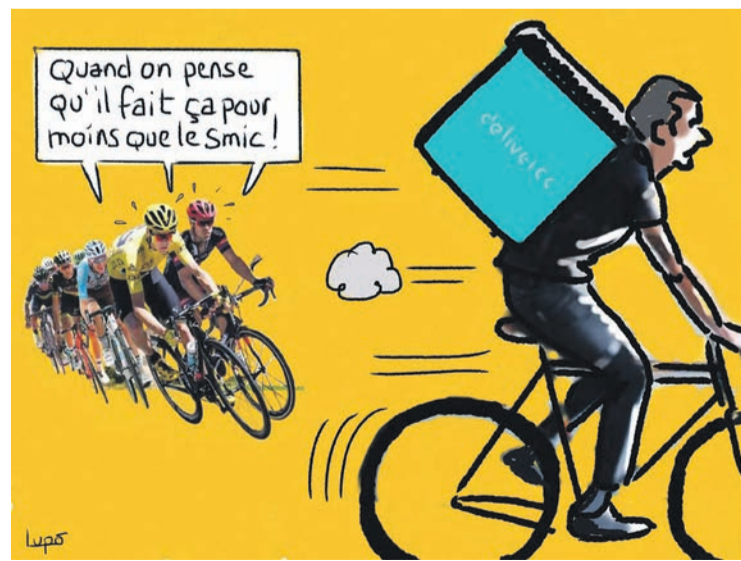
revenus tellement bas qu'ils sont contraints de multiplier les courses. Une journée de 9-10 heures ne leur rapporte en effet que 50 à 60 euros! Ils réclament la rémunération des grandes plages d'attente pendant lesquelles ils ne gagnent rien, mais qui les empêchent d'exercer toute autre activité.

Ces livreurs, comme les chauffeurs d'Uber, sont des autoentrepreneurs. Ils ne sont pas salariés et n'ont donc pas officiellement le droit à une rémunération minimum garantie. Ils sont payés à la tâche et « licenciés » à tout moment. Le chômage et

la précarité se développant, ils sont de plus en plus nombreux à postuler pour ces petits boulots. Si auparavant il s'agissait souvent d'étudiants finançant ainsi leurs études, désormais de plus en plus de jeunes en font leur seul gagne-pain. Et, bien évidemment, les plateformes les mettent en concurrence et baissent leur rémunération.

En faisant grève, les livreurs à vélo ne se trompent pas. Ils ont bien compris qu'ils devaient se défendre ensemble contre l'exploitation capitaliste, comme tous les travailleurs.

A.L.



## Pont-de-Claix : attaque manquée contre le droit de grève

Suez, qui avait assigné, notamment pour « abus du droit de grève », les travailleurs de son unité de la plateforme chimique de Pont-de-Claix, dans l'Isère, ainsi que l'union locale et l'union départementale CGT, a été débouté par le tribunal le 5 juillet dernier. À l'instar de bien d'autres patrons ou de leurs porte-parole, la direction entendait tout bonnement remettre en cause le droit de grève des salariés.

L'entreprise multinationale Suez dispose d'installations sur la plateforme chimique de Pont-de-Claix depuis 1991, où une quarantaine de salariés traitent des déchets spéciaux liquides et gazeux à forte teneur en chlore produits sur le site ou provenant de toute l'Europe. Cette unité, qui tourne en flux continu 365 jours par an, produit en retour de la vapeur et récupère de l'acide chlorhydrique, pour un chiffre d'affaires d'environ 20 millions.

Suite à l'accord d'intéressement pour 2018-2020, qui

se traduit par une baisse importante de leur prime, le syndicat CGT et les salariés ont exigé le paiement d'une prime compensatoire. Face au refus de la direction, des débrayages ont d'abord été organisés. À partir de la mi-juin, la grève était déclenchée jusqu'à ce que la direction cède, à raison de 3 heures en fin de poste pour les postés et de 3h30 par semaine pour les journaliers.

Devant la détermination des grévistes, la direction les a assignés au tribunal. Suez contestait la légalité même de leur mouvement,



La plateforme chimique de Pont-de-Claix.

invoquant de prétendus « risques disproportionnés » en matière de sécurité et usant du chantage à l'emploi. Pour briser la combativité des grévistes, l'entreprise a tenté de les faire condamner pour « abus du droit de grève », prétendant que leurs actions « désorganisent de manière excessive l'entreprise ». Elle exigeait du tribunal qu'il l'autorise à « prendre toute mesure nécessaire pour faire cesser le trouble » et entendait faire condamner ces travailleurs

à une astreinte de 500 euros par heure de retard s'ils ne s'exécutaient pas. Il est clair qu'elle voulait faire un exemple pour intimider tous les travailleurs qui lui résistent.

Devant une assistance nombreuse venue au tribunal soutenir les travailleurs assignés, elle a perdu son pari et a été condamnée. De quoi renforcer la combativité des grévistes et tous ceux qui refusent que le droit de grève soit remis en cause par le patronat.

Forts de cette victoire, ils ont en outre obtenu gain de cause sur plusieurs de leurs revendications : une prime de transport de 108 euros par mois pour les déplacements entre les différents sites et une prime de 200 euros versée en janvier 2019. La direction s'est en outre engagée à ne pas faire appel du jugement et les heures perdues pour l'assignation seront payées aux grévistes.

**Correspondant LO**

## Renault-Sandouville : débrayages contre les sanctions

Dans l'usine Renault de Sandouville, en Seine-Maritime, près de 3 000 travailleurs fabriquent aujourd'hui le Trafic. Sur les chaînes de montage, près de 900 travailleurs intérimaires représentent environ 80% de l'effectif.

La très grande majorité ne seront jamais embauchés. De plus, au bout de deux contrats de 18 mois maximum, ils sont renvoyés et ne seront plus jamais repris, même en intérim.

Les conditions de travail ne cessent de s'aggraver, à tel point que les accidents de travail se multiplient. Depuis quatre ans, 650 accidents de travail sont déclarés chaque année sur l'usine. Et les salariés sont persuadés que la situation va empirer avec le passage annoncé à 37 véhicules par heure.

Déjà il y a des pressions, comme des sanctions arbitraires que la direction inflige depuis plusieurs mois.

Plusieurs travailleurs ont par exemple eu une journée de mise à pied parce qu'ils ne portaient

pas de bouchons d'oreilles. Un autre a été mis à pied un jour car... il avait le sourire et le chef de département a estimé qu'il n'était pas dans son état normal.

La direction fait aussi la chasse aux « inaptés au travail ». Plusieurs travailleurs sont menacés de licenciement, parce que la direction les juge inaptés à tout poste alors qu'ils ont été victimes d'un accident de travail.

À tout cela s'ajoutent, après la journée de travail, des contrôles prétendument aléatoires des sacs à la sortie de l'usine.

Dans les ateliers, dans les services, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à mettre en cause la politique révoltante de la direction. Ainsi, vendredi 6 juillet, plus de 70 travailleurs ont cessé le travail contre ces sanctions et brimades, en fait contre la politique de la direction.

La CGT a appelé à d'autres débrayages le 10 juillet. Il est certain que la colère s'exprimera et se manifesterait de nouveau.

**Correspondant LO**

## ISS H&P – Saint-Ouen : les travailleurs ne sont pas des pions

Lundi 2 juillet, plusieurs dizaines de travailleurs de la branche Hygiène et propreté de la multinationale danoise ISS se sont rassemblés devant le siège de leur entreprise à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis.

En grève pour la journée, ces travailleurs protestaient contre un projet de vente de cette branche d'ISS, rejoints par une délégation d'ISS Propreté. Cette gigantesque multinationale propose des services aux entreprises dans 77 pays et dans de nombreux domaines, le nettoyage, l'assainissement, mais aussi la logistique, la sécurité ou les espaces verts, pour un chiffre d'affaires qui dépasse les 11 milliards de dollars. Pendant que ces patrons vendent le travail de milliers de salariés, une partie de l'activité des dirigeants consiste aussi à jouer au Monopoly, en achetant ou en vendant des secteurs d'activité entiers ou en morceaux.

En France, ISS a ainsi revendu son secteur espace vert, il y a quelque temps, et huit autres filiales en Europe pour la seule année 2017. Mais auparavant elle en avait racheté d'autres, ici ou là. La multinationale vient aussi de supprimer



plus d'une centaine d'emplois dans le secteur du nettoyage en le réorganisant. Pour satisfaire les actionnaires, l'entreprise se réorganise pour plus de rentabilité, mais chaque fois cela veut dire aussi une aggravation de l'exploitation pour ceux qui y travaillent.

Cette fois, c'est au tour de la filiale française H&P d'être visée par un projet de vente. Une partie des travailleurs de la filiale sont bien décidés à ne pas se laisser trimballer comme des pions et à défendre leurs droits conquis au fil des ans. C'est par la presse qu'ils

ont découvert que la direction décidait dans son coin de leur avenir et ils n'ont pas attendu qu'elle les prévienne pour s'inviter au siège.

Devant le succès du rassemblement qui a regroupé une majorité des travailleurs du site de Villejuif, le directeur a reçu une délégation. Il s'est voulu rassurant en promettant d'associer la CGT au projet de vente. Mais les belles paroles ne suffisent pas. Et les travailleurs ne veulent pas se laisser sacrifier et ils ont mille fois raison.

**Correspondant LO**

# La Redoute - Wattrelos : conditions de travail bradées

« Pour que les salariés de La Redoute, à Wattrelos, dans le Nord, fassent grève au lancement des soldes, il faut vraiment qu'il y ait un mécontentement » ont déclaré des grévistes à la presse. À l'appel des syndicats entre jeudi 28 juin, jour de grève nationale, et dimanche 1<sup>er</sup> juillet, plus de 200 salariés ont débrayé, d'une heure à toute la journée, dans toutes les équipes.

Pour l'équipe du matin semaine, nous étions près de 90 % à arrêter le travail. Et pour les équipes week-end, il y a eu des départs en grève tous les jours à plus de 50 % des effectifs.

Les raisons de la colère : Le Quai 30, la nouvelle usine de traitement des commandes pour La Redoute est extrêmement robotisée. Les 500 travailleurs embauchés (plus environ une centaine d'intérimaires) tournent en deux équipes par semaine et deux week-ends avec également des équipes de nuit pendant les soldes. Sur certains postes, le travail est très dur. Au démarrage de la nouvelle usine, la direction s'était engagée à faire des rotations toutes les deux heures sur les postes pénibles, mais pour des questions de productivité, elle préfère nous laisser 4 ou 5 heures sur ces postes. Quant à la pause, elle ne fait même pas 20 minutes car il faut entre 4 et 8 minutes de

trajet pour se rendre jusqu'à la salle de pause.

Depuis que nous sommes dans ce nouveau site, les pressions sur les productions sont continuelles, certains chefs venant toutes les heures mettre la pression. En conséquence, nous recevons des rapports d'incidents, des courriers de rappel et même des avertissements.

De plus, la direction veut nous empêcher de discuter entre collègues et nous interdit de répondre aux portables. Aller aux toilettes est un parcours du combattant (badge à demander, passer un sas, trouver un WC fonctionnel et propre, et même parfois se prendre des remarques comme « Tu as bien une petite vessie » ...).

Et, cerise sur le gâteau, la direction veut imposer, pour transporter nos affaires personnelles d'un poste à l'autre sous prétexte d'éviter les vols, une minitrouse de toilette translucide en

remplacement du sac à dos transparent, auparavant fourni. Sans compter que depuis des mois, il y a des erreurs sur les fiches de paye. Et ce mois-ci, nous avons été surpris de constater que notre prime de congés payés était encore réduite par rapport à celle de l'année dernière.

Alors ça a craqué. Lors du premier débrayage du 28, le directeur du site, la mine complètement défaite, a dû entendre la colère de l'ensemble des collègues. Il en est resté muet.



LA VOIX DU NORD

Alors, cette démonstration du mécontentement général donne une bonne leçon à cette direction

tellement arrogante. « Si ça ne suffit pas, on recommencera », c'est ce qui se dit.

Correspondant LO

## Carrefour - Saint-Brieuc : non au licenciement de Jimmy !

La direction de Carrefour de Langueux, dans les Côtes-d'Armor, a décidé de licencier pour faute lourde un jeune salarié de 27 ans pour avoir déposé un emballage de sextoy sur la voiture du directeur lors d'une grève en mars dernier.

Depuis l'annonce de son licenciement le 18 juin, une mobilisation s'est organisée autour des militants CGT pour exiger sa réintégration. Le 23 juin, certains de ses collègues ont bravé les pressions de la maîtrise

et ont débrayé. Une pétition a recueilli plusieurs milliers de signatures de clients écœurés par les méthodes de Carrefour. Mercredi 4 juillet, un rassemblement de plusieurs dizaines de militants de diverses organisations à l'entrée de la grande surface a réaffirmé le soutien à Jimmy. À la demande de la CGT Carrefour, notre camarade Nathalie Arthaud a envoyé un communiqué au nom de Lutte ouvrière où nous affirmons notre entier soutien à Jimmy.

Si la direction de Carrefour voulait faire un exemple en licenciant un travailleur combatif, pour décourager tous ceux qui luttent contre son plan de suppression d'emplois, c'est raté. Une nouvelle action est prévue mercredi 11 juillet à l'entrée du magasin de Langueux. La solidarité et la mobilisation de tous les travailleurs est le meilleur gage pour que les mauvais coups des patrons, de Carrefour et d'ailleurs, ne passent pas.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte Ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière,

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres

dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
Pour les malvoyants  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Guerre commerciale : les effets catastrophiques de la crise du capitalisme

Il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans que la guerre commerciale enclenchée par le président des États-Unis, Donald Trump, prenne un nouvel élan et tende à se généraliser au niveau des plus grands États capitalistes de la planète. À tel point que des organismes économiques officiels se sont sentis obligés de tenter d'en mesurer l'impact. Mais il s'agit d'une mission impossible, tant les conséquences en cascade peuvent s'enclencher, dans un monde capitaliste en crise depuis des décennies, ayant accumulé les expédients et les mines à retardement qui risquent d'exploser à tout moment.

Certes, il y a à l'évidence un aspect politique à la guerre commerciale enclenchée par Trump, qui vise des résultats à très court terme : les échéances électorales de mi-mandat du mois de novembre prochain où, sous le slogan «*America first*» (l'Amérique d'abord), Trump espère rallier le maximum de voix avec ses discours nationalistes. Mais les mesures de l'administration américaine sont déjà effectives. À la taxation de 25 % des importations chinoises d'une valeur de 34 milliards de dollars, la Chine a répondu par des

mesures similaires sur les produits américains. Et du coup Trump parle d'étendre la taxation à 450 milliards de produits chinois importés.

Cette guerre commerciale ne concerne pas que la Chine, mais aussi les voisins les plus directs des USA, le Canada et le Mexique, pourtant liés en théorie par un accord commercial interdisant de telles pratiques de droits de douane. Et elle touche l'Europe, à l'origine sur l'acier, mais risquant de s'étendre à l'industrie automobile et à bien d'autres secteurs.

En quelques semaines, cette guerre commerciale est devenue un des faits majeurs de l'économie mondiale. Le quotidien économique *Les Échos* titrait il y a quelques jours : «*Les conséquences d'une guerre commerciale mondiale*». Divers organismes économiques officiels, en France et au niveau mondial, envisagent dans ces conditions la possibilité d'un recul important de la production mondiale. D'après eux, il serait comparable à celui consécutif à la crise de 2008-2009, où des dizaines de millions d'emplois avaient été supprimés en quelques mois dans tous les pays.

Un repli des économies derrière leurs frontières nationales serait catastrophique pour l'économie mondiale car aujourd'hui, comme jamais dans l'histoire du capitalisme, les économies sont totalement interdépendantes. C'est toute la production mondiale dans tous ses aspects qui voit les composants traverser, cinq, dix, vingt fois ou plus les frontières

avant d'être mis sur le marché. L'interdépendance de toute l'économie mondiale est aujourd'hui sans commune mesure avec ce qui existait au moment de la grande crise de 1929, dont le monde ne s'est sorti que vingt-cinq ans plus tard, en passant par des dictatures et une guerre mondiale.

Les conséquences d'un repli national seraient aujourd'hui autrement plus catastrophiques, pour les capitalistes américains eux-mêmes. D'ailleurs le gouvernement chinois a fait savoir que, sur les 34 milliards de produits chinois soumis à taxation aux USA, environ 20 milliards sont fabriqués par des entreprises à capitaux étrangers, au premier rang desquelles se trouvent les grandes entreprises américaines, qui supporteraient donc l'essentiel des conséquences de ces taxations. En effet ce sont elles qui font appel en majorité à l'industrie chinoise pour qu'elle leur fournisse toute une partie des composants qui rentrent dans la fabrication de leur production.

Il faut ajouter que les décisions de Trump et des autres chefs d'État sont susceptibles de provoquer une crise financière, dans une économie transformée en casino par la masse des capitaux spéculatifs en circulation.

Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, la course au profit devient plus âpre, marquée d'un côté par une guerre ouverte et féroce au monde du travail, partout, mais aussi par une concurrence exacerbée entre les différents capitalistes. L'État le plus puissant, les USA, entend faire valoir sur le dos des autres ses prérogatives et les profits de ses propres capitalistes. Au risque d'un effondrement général ? Oui, comme toujours. Si les capitalistes étaient « raisonnables » et mus par autre chose que la course au profit immédiat, le chacun-pour-soi et le après-moi-le-déluge, ils ne seraient pas des capitalistes. Il est urgent est de débarrasser le monde de ce système de fous.

Paul Sorel

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

La société va mal et craque de partout. Ici, dans un des pays les plus riches de la planète, les profits distribués aux actionnaires explosent alors que le nombre de chômeurs augmente, la précarité de ceux qui travaillent s'accroît et l'inquiétude augmente. En Méditerranée, chaque semaine, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants meurent noyés pour avoir tenté de fuir la misère et espéré survivre en Europe.

Ailleurs sur la planète, les conflits, les guerres plongent la majorité de la population dans le dénuement. Ce n'est pas une fatalité. C'est le résultat du capitalisme, cette organisation économique établie sur la recherche du profit de la minorité qui possède les capitaux, et donc totalement sourde aux besoins de l'humanité tout entière. C'est cela dont les militants de Lutte ouvrière veulent discuter. Voici les étapes prévues prochainement :



## Les étapes

### Ain/Savoie

Jeudi 12 juillet :  
**Albertville**  
Vendredi 13 juillet :  
**Chambéry**  
Samedi 14 juillet : **Annecy**

### Seine-et-Marne/Yonne

Jeudi 12 juillet : **Nemours**  
Vendredi 13 juillet :  
**Montereau-Fault-Yonne**  
Samedi 14 juillet : **Melun**

### Région du Havre

Jeudi 12 juillet : **Fécamp**  
Vendredi 13 juillet : **Bolbec**  
Samedi 14 juillet : **Le Havre**

### Pyrénées

Jeudi 12 juillet : **Tarbes**  
Vendredi 13 juillet : **Pau**  
Samedi 14 juillet : **Auch**

### Bretagne

Jeudi 12 juillet : **Lanester**  
Vendredi 13 juillet :  
**Vannes**  
Samedi 14 juillet : **Lorient**

### Alsace

Jeudi 12 juillet : **Colmar**  
Vendredi 13 juillet :  
**Cernay Guebwiller**  
Samedi 14 juillet :  
**Mulhouse**

### Centre/Val-de-Loire

Jeudi 12 juillet : **Nevers**  
Vendredi 13 juillet :  
**Châteauroux**  
Samedi 14 juillet : **Vierzon**  
**Issoudun Bourges**

### Pas-de-Calais

Lundi 16 juillet : **Cambrai**

Mardi 17 juillet : **Arras**

Mercredi 18 juillet :  
**Compiègne**  
Jeudi 19 juillet :  
**Saint-Omer**  
Vendredi 20 juillet : **Calais**  
Samedi 21 juillet :  
**Boulogne-sur-Mer**

### Agglomération bordelaise

Lundi 16 juillet :  
**Bordeaux-Mériadeck**  
Mardi 17 juillet :  
**Bordeaux-Grand-Parc**  
Mercredi 18 juillet : **Bègles**  
Jeudi 19 juillet : **Mérignac**  
Vendredi 20 juillet :  
**Libourne**  
Samedi 21 juillet :  
**Bordeaux-Saint-Michel**

### Auvergne

Lundi 16 juillet : **Vichy**  
Mardi 17 juillet :  
**Clermont-Ferrand**  
Mercredi 18 juillet :  
**Montluçon**  
Jeudi 19 juillet : **Issoire**  
Vendredi 20 juillet :  
**Moulins**  
Samedi 21 juillet : **Riom**

### Loire/Drôme

Lundi 16 juillet : **Roanne**  
Mardi 17 juillet :  
**Saint-Chamond**  
Mercredi 18 juillet :  
**Saint-Étienne**  
Jeudi 19 juillet : **Valence**  
Vendredi 20 juillet :  
**Romans-sur-Isère**  
Samedi 21 juillet : **Valence**

### Nord

Lundi 16 juillet : **Béthune**  
Mardi 17 juillet :  
**Valenciennes**  
Mercredi 18 juillet : **Lens**  
Jeudi 19 juillet : **Denain**  
Vendredi 20 juillet :  
**Maubeuge**  
Samedi 21 juillet : **Douai**

### Provence

Lundi 16 juillet : **Nîmes**  
Mardi 17 juillet :  
**Martigues Port-de-Bouc**  
Mercredi 18 juillet :  
**Salon-de-Provence**  
Jeudi 19 juillet :  
**Aix-en-Provence**  
Vendredi 20 juillet :  
**Vitrolles Marseille**  
Samedi 21 juillet : **Arles**